

Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 4 décembre 1996

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir, octobre 1996 Après deux baisses mensuelles consécutives, la valeur des demandes de permis de construction résidentielle a remonté en octobre, alimentant une croissance de 2,1 % de la valeur globale des permis délivrés par les municipalités.

AUTRES COMMUNIQUES

Consommation des aliments par personne, 1995 Inscriptions dans les universités, 1996 Enquête annuelle des manufactures, 1995

NOUVELLES PARUTIONS

Vieillir au Canada

Vieillir au Canada est le premier titre de la série des monographies du Recensement de 1991 produite en coédition par Statistique Canada et Nelson Canada. Cette monographie traite, dans une perspective démographique, de la vie des personnes âgées d'aujourd'hui et de demain et de l'incidence de cette population sur le reste de la nation. On y examine le vieillissement individuel et le vieillissement de la population en mettant l'accent sur les variations géographiques ainsi que sur l'état de santé des personnes

Les autres monographies porteront sur la répartition du revenu, l'immigration, la famille, l'éducation, la main-d'oeuvre, les femmes et les peuples autochtones. Les monographies sont utilisées dans le cadre de divers programmes universitaires et servent de fondement à la formulation et à l'élaboration de la politique gouvernementale.

Vous pouvez commander des exemplaires de la monographie Vieillir au Canada (96-321-MPF, 39,95 \$) auprès de ITP Nelson, 1120 Birchmount Road, Scarborough (Ontario) MIK 5G4. Téléphone: (416) 752-9448. Numéro sans frais: 1 800 268-2222. Télécopieur: (416) 752-9646. Internet: http://www.nelson.com/nelson/statscan/statscan.html.

Pour plus de renseignements sur la série des monographies du Recensement de 1991, communiquez avec Gustave Goldmann au (613) 951-1472, Internet: goldgus@statcan.ca ou avec Tom Caplan au (613) 951-8236, Internet: capitom@statcan.ca



5

5

6

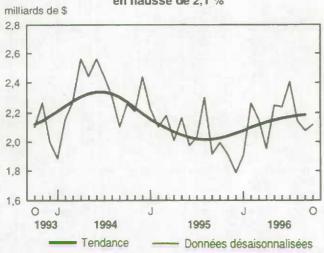
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Permis de bâtir

Octobre 1996

Après deux baisses mensuelles consécutives, la valeur des demandes de permis de construction résidentielle a remonté en octobre, alimentant une croissance de 2,1 % de la valeur globale des permis délivrés par les municipalités.

La valeur totale des permis de bâtir en hausse de 2,1 %



Soutenues par des taux hypothécaires exceptionnellement bas et un vigoureux marché de la revente d'habitations, les intentions de construction résidentielle s'accroissent de 5,2 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars. Il y a eu une augmentation dans la plupart des régions.

On peut ainsi penser que l'abordabilité du logement compense la prudente confiance des consommateurs, qui a fléchi légèrement au troisième trimestre, selon une enquête du Conference Board du Canada.

Par ailleurs, la valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 2,4 % et s'est fixée à 0,8 milliard de dollars. Il s'agit d'une troisième baisse mensuelle consécutive, qui l'a ramenée au troisième plus bas niveau cette année.

Le recul compense partiellement l'augmentation des demandes de permis de construction résidentielle, laissant à 2,1 milliards de dollars la valeur d'ensemble des permis pour octobre.

Note aux lecteurs

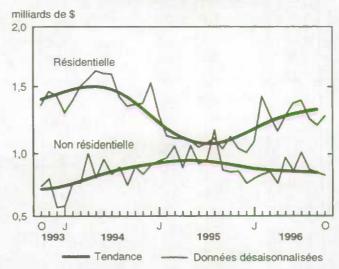
Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête mensuelle sur les permis de construction et de démolition vise 2 400 municipalités représentant 93 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les municipalités que représentent les 7 % résiduels de la population sont très petites et leur niveau d'activité dans le secteur a une faible incidence sur l'ensemble.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, aqueduc, égouts, ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Le taux annuel est un chiffre mensuel corrigé des variations saisonnières et multiplié par 12 pour rendre compte des niveaux actuels.

Rebondissement des intentions de construction résidentielle en octobre



Les logements multifamiliaux mènent la croissance de la construction résidentielle

Une augmentation marquée de 14,3 % de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux (qui a atteint 354 millions de dollars) a été le principal facteur de l'accroissement général de la valeur des permis de construction résidentielle.

Les intentions de construction de logements unifamiliaux ont progressé aussi, mais dans une mesure moindre (+2,1 %), atteignant 927 millions de dollars. C'était la deuxième augmentation consécutive des intentions de construction de logements unifamiliaux, la plus importante composante du secteur résidentiel. Cette composante a affiché sept gains mensuels cette année.

Au cours des 10 premiers mois de 1996, la valeur des projets de construction résidentielle a monté de 14,2 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Une bonne part du gain tenait à une augmentation de 14,9 % des intentions de construction de logements unifamiliaux. La valeur des permis pour logements multifamiliaux a aussi connu une solide augmentation de 12,6 % par rapport aux 10 premiers mois de l'an demier.

Cette amélioration marquée des composantes unifamiliale et multifamiliale était essentiellement le fait d'une meilleure abordabilité du logement. Elle laisse présager une nouvelle expansion de la construction résidentielle pour le court terme.

La tendance à la hausse des permis de construction résidentielle trouve son reflet dans la dernière enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement sur les mises en chantier d'habitations. La progression a été de 10,0 % pour les 10 premiers mois de 1996 par rapport à la période correspondante de l'an dernier.

À l'échelle provinciale, en octobre, les augmentations les plus marquées des intentions de construction résidentielle ont été signalées en Colombie-Britannique (+6,8 %), en Ontario (+4,3 %) et en Alberta (+7,7 %). En Colombie-Britannique et en Alberta, les augmentations étaient surtout la conséquence des intentions de construction de logements unifamiliaux, alors que la composante multifamiliale était le seul facteur en Ontario.

Par contre, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, la valeur des permis de construction résidentielle a fléchi à la suite des baisses de la valeur des demandes de permis pour logements multifamiliaux et unifamiliaux.

Diminution des intentions de construction commerciale

Le recul de la valeur des permis de construction non résidentielle pour octobre était entièrement imputable à une baisse marquée de la composante commerciale, qu'un repli de 14,3 % a ramenée à 451 millions de dollars. Les augmentations des composantes industrielle (+28,2 %) et institutionnelle (+5,3 %) n'ont pas réussi à compenser pour le recul de la composante commerciale.

Le secteur non résidentiel a donné des signes d'affaiblissement depuis le milieu de 1995. La diminution d'octobre, la troisième consécutive, n'est pas de bon augure pour le secteur non résidentiel à court terme.

Au cours des 10 premiers mois de 1996, la valeur des permis de construction non résidentielle délivrés par les municipalités a reculé de 10,1 % par rapport à la période correspondante de 1995. Les composantes industrielle (-13,3 %) et institutionnelle (-27,7 %) ont été les principaux facteurs de la baisse cumulative de cette année.

Ce résultat correspond au faible niveau de confiance exprimé par le secteur des entreprises à l'occasion d'une enquête trimestrielle réalisée en septembre par le Conference Board. Cela va également dans le sens des compressions de dépenses annoncées par tous les paliers d'administration publique.

La Colombie-Britannique (-13,7 %) et le Québec (-10,2 %) ont accusé les plus fortes baisses dans le secteur non résidentiel, à cause des piètres résultats de leurs composantes commerciale et institutionnelle.

Un autre facteur à mentionner est la baisse de 42,3 % en Saskatchewan provoquée par de nettes diminutions des intentions de construction industrielle (-73,5 %) et des intentions de construction commerciale (-39,8 %). Les intentions de construction industrielle avaient augmenté considérablement en Saskatchewan en septembre.

Par ailleurs, l'Alberta (+83,0 %) a fait état de la plus forte augmentation, conséquence d'une flambée des trois composantes.

Données stockées dans CANSIM: matrices 80 (niveaux 3 à 7, 16 à 22 et 24 à 32), 129, 137, 443, 989 à 992, 994, 995 et 4073.

Le numéro d'octobre 1996 de *Permis de bâtir* (64-001-XPB, 24 \$ / 240 \$) et la version microfiche (64-001-XMB, 25 \$ / 135 \$) paraîtront bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

L'estimation des permis de bâtir de novembre 1996 sera diffusée le 13 janvier.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Joanne Bureau au (613) 951-9689, Internet: burejoa@statcan.ca. Pour obtenir des renseignements de nature analytique, communiquez avec Nathalie Léveillé au (613) 951-2025, Internet: levenat@statcan.ca, Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir

Région et type de construction	Sept. 1996	Oct. 1996	Sept.	Oct. 1995
	1996	1990	oct.	à
			1996	oct. 1996

données désaisonnalisées

	millions d	variation en %					
Canada	2 077	2 120	2,1 5,2 -2,4	6,3			
Résidentielle	1 218	1 281		13,0			
Non résidentielle	860	839		-2,5			
Terre-Neuve	20	21	9,7	14,4			
Résidentielle	13	15	15,9	18,2			
Non résidentielle	7	7	-1,4	7,2			
Île-du- Prince-Édouard	19	7	-64,6	-12,6			
Résidentielle	8	4	-51,1	-4,6			
Non résidentielle	11	3	-74,8	-22,1			
Nouvelle-Écosse	47	57	20,8	9,2			
Résidentielle	32	36	13,5	5,3			
Non résidentielle	15	21	36,2	16,9			
Nouveau-Brunswick	34	36	6,4	17,0			
Résidentielle	18	21	15,8	19,5			
Non résidentielle	16	16	-3,9	13,7			
Québec Résidentielle Non résidentielle	407	392	-3,7	2,5			
	204	209	2,7	26,8			
	204	183	-10,2	-15,9			
Ontario	745	760	2,1	0,9			
Résidentielle	458	477	4,3	11,0			
Non résidentielle	287	283	-1,5	-12,6			
Manitoba	42	42	0,2	3,8			
Résidentielle	19	23	21,5	-15,6			
Non résidentielle	23	19	-17,5	43,8			
Saskatchewan	60	42	-28,9	66,7			
Résidentielle	19	19	0,3	48,3			
Non résidentielle	41	24	-42,3	85,1			
Alberta	210	279	32,7	32,9			
Résidentielle	141	152	7,7	27,0			
Non résidentielle	70	127	83,0	40,6			
Colombie-Britannique	482	477	-0,9	2,3			
Résidentielle	302	322	6,8	4,9			
Non résidentielle	180	155	-13,7	-2,6			
Yukon	9	4	-49,6	-10,8			
Résidentielle	3	3	-14,7	-12,0			
Non résidentielle	5	2	-70,1	-8,6			
Territoires du Nord-Ouest	4	1	-58,7	-17,7			
Résidentielle	2	0	-96,8	185,0			
Non résidentielle	2	1	-18,1	-20,0			

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Consommation des aliments par personne

Au cours des 20 dernières années, les Canadiens ont ajouté plus de fruits, de légumes et de poisson à leur alimentation. Cela est probablement attribuable aux préoccupations des consommateurs concemant la santé et le mode de vie ainsi qu'à la demande pour des aliments ethniques variés.

Les données d'enquêtes agricoles et de rapports provenant des transformateurs d'aliments démontrent que la consommation par personne de la plupart des fruits et légumes suit une tendance à la hausse.

En 1995, chaque Canadien a mangé en moyenne 128 kilogrammes de fruits, principalement à l'état frais, comparativement à 97 kilogrammes en 1975. La consommation par personne de pommes, qui est la principale culture fruitière du Canada, était de 14 kilogrammes en 1995, comparativement à environ 12 kilogrammes deux décennies plus tôt.

Les consommateurs se tournent aussi vers les fruits tropicaux tels les kiwis, les goyaves, les mangues et les papayes. En 1995, la consommation de ces fruits a dépassé 3 kilogrammes par personne et ce, pour une troisième année consécutive.

Chaque Canadien a consommé 172 kilogrammes de légumes en 1995, comparativement à environ 150 kilogrammes 20 ans plus tôt. Les pommes de terre, en tête de liste, représentaient plus de 40 % de tous les légumes consommés.

Les consommateurs ont aussi montré une grande préférence pour les carottes, la laitue, les oignons et les tomates; la consommation de ces légumes représentait presque 32 kilogrammes par personne. Après avoir enregistré une forte hausse pendant les années 80, la consommation d'aliments que l'on associe à la prévention du cancer, tels le brocoli, les choux de Bruxelles et le chou frisé, est demeurée constante à environ 3 kilogrammes par personne.

La consommation d'huile de table, qui a atteint 6,5 kilogrammes par personne en 1995, s'est accrue de façon continue. La tendance pour les produits faibles en gras et en cholestérol, telle l'huile de canola, serait en partie responsable de cette croissance. Cette progression a coïncidé avec la chute constante qu'a connue pendant plusieurs années la consommation de margarine et de beurre, qui s'est récemment stabilisée à près de 5 kilogrammes et 3 kilogrammes respectivement.

Les Canadiens mangent aussi plus de poisson. La consommation a atteint plus de 8 kilogrammes par personne au cours de chacune des trois

dernières années. Cette augmentation est attribuable principalement à la demande continue pour d'autres sources protéiques faibles en gras et aux préférences alimentaires d'une population croissante d'origine asiatique.

Les tendances sur la consommation par personne d'autres produits tels les produits laitiers, les viandes et la volaille ont été diffusées dans *Le Quotidien* du 22 mai 1996.

Données stockées dans CANSIM: matrices 2268 à 2272.

Les données chronologiques (1981 à 1995) sur la consommation des fruits, des légumes, des huiles et corps gras et du poisson, et des renseignements détaillés sur la production, les stocks, le commerce international et les matières utilisées par les manufacturiers seront bientôt disponibles dans la publication Consommation apparente des aliments par personne au Canada, partie II (32-230-XPB, 32 \$). Voir Pour commander les publications.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Martin Beaulieu au (613) 951-2549 ou avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553, Division de l'agriculture. Télécopieur: (613) 951-3868.

Inscriptions dans les universités

1996 (données provisoires)

En 1996, les inscriptions à temps plein dans les universités ont légèrement augmenté pour atteindre un nouveau sommet. Cet automne, 576 900 étudiants se sont inscrits à plein temps dans les universités canadiennes. Le nombre d'étudiants inscrits à temps plein au premier cycle s'est élevé à 501 300, alors que l'effectif à temps plein des programmes des cycles supérieurs s'est chiffré à 75 600 étudiants.

Après deux décennies de croissance, les inscriptions à temps plein des universités ont connu récemment une période de stabilisation. En effet, depuis 1993, les hausses annuelles n'ont pas excédé 1 %.

Les inscriptions à temps partiel ont accusé une baisse marquée pour une quatrième année consécutive. L'effectif a diminué de 8 % pour s'établir à 251 300 étudiants. Quelque 212 700 d'entre eux étaient des étudiants à temps partiel du premier cycle, et 38 600, des étudiants à temps partiel inscrits aux cycles supérieurs.

Effectifs des universités Automne 1996

	Temps plein	Temps partiel	
Canada	576 940	251 340	
1 ^{er} cycle	501 350	212 730	
Cycles supérieurs	75 590	38 610	
Terre-Neuve	13 350	2 690	
Île-du-Prince-Édouard	2 480	490	
Nouvelle-Écosse	30 150	6 510	
Nouveau-Brunswick	18 880	4 750	
Québec	131 360	99 800	
Ontario	227 680	80 910	
Manitoba	24 280	8 390	
Saskatchewan	23 810	7 270	
Alberta	54 920	15 740	
Colombie-Britannique	50 040	24 790	

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Le bassin de population d'où proviennent la plupart des étudiants universitaires, le groupe des 18 à 24 ans, a diminué depuis le début des années 80, époque à laquelle il enregistrait un maximum. Toutefois, on observe une augmentation du taux de fréquentation plutôt qu'une réduction de l'effectif des universités. En 1996, le taux brut de fréquentation (soit le nombre d'étudiants inscrits à temps plein exprimé en pourcentage de la population âgée de 18 à 24 ans) s'est élevé à environ 20,5 % comparativement à 14.5 % en 1986.

Pour obtenir des tableaux ou des renseignements généraux, communiquez avec Sheba Mirza au (613) 951-1503. Pour plus de renseignements, communiquez avec Mongi Mouelhi au (613) 951-1537, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme.

Enquête annuelle des manufactures 1995

L'Enquête annuelle des manufactures fournit de l'information sur plus de 200 industries distinctes. La diffusion des statistiques principales pour chacune d'elles est étalée dans le temps. Les données pour les industries énumérées ci-après sont disponibles à compter d'aujourd'hui.

Données stockées dans CANSIM: matrices 5371, 5394, 5407, 5408 et 5423.

Les données pour ces industries seront publiées dans Industries des aliments (32-250-XPB, 38 \$), Industries des boissons et du tabac (32-251-XPB, 38 \$) et Industries du cuir et des produits connexes (33-251-XPB, 38 \$) qui paraîtront plus tard. Voir Pour commander les publications.

Pour plus de renseignements, communiquez avec la personne responsable. Télécopieur: (613) 951-9499. Internet: desrosi@statcan.ca.

Valeur des livraisons

	1994	1994 1995	1994 à 1995	Numéro au catalogue	Renseignements: (613)	
	millions de \$		varia- tion en %			
Industrie (CTI)						
Gomme à mâcher (1082)	341,1	318,4	-6,7	32-250-XPB	P. Zylstra	951-3511
Malt (1094)	216,8	266,4	22,9	32-250-XPB	P. Zylstra	951-3511
Tabac en feuilles (1211)	381,4	375,8	-1,5	32-251-XPB	P. Zylstra	951-3511
Produits du tabac (1221)	2 090,0	2 129,2	1,9	32-251-XPB	P. Zylstra	951-3511
Autre cuir et produits connexes (1719)	78,6	100,8	28,1	33-251-XPB	N. Charron	951-3510

NOUVELLES PARUTIONS

Lampes électriques (ampoules et tubes), août 1996 Numéro au catalogue: 43-009-XPB

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres

pays: 9\$US/84\$US).

Statistiques des prix de la construction, deuxième trimestre de 1996

Numéro au catalogue: 62-007-XPB

(Canada: 23\$/76\$; États-Unis: 28\$US/92\$US; autres

pays: 33\$US/107\$US).

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le Catalogue de Statistique Canada, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez Le Quotidien et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: 1 (800) 267-6677 Pour les autres pays, composez: 1 (613) 951-7277 Ou envoyer votre commande par télécopieur: 1 (613) 951-1584

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour recevoir Le Quotidien via l'Internet, envoyez un message par courrier électronique à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Andrée Hébert (613) 951-1187

Chef de la Diffusion officielle: Jacques Lefebvre (613) 951-1088

Publication autorisée par le Ministre responsable de Statistique Canada. @ Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, Le Quotidien, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.



Découvrez comment tirer parti de la multitude de données offertes par le chef de file canadien en matière de statistiques.

tatistique Canada est la source directe des données sur le Canada, son économie, ses institutions et sa population. Nous compilors et tenons à jour des centaines de bases de données

fiables, à partir des habitudes de dépense des familles aux statistiques sur le commerce international et des détails relatifs à la santé et aux niveaux d'instruction des Canadiens aux tendances de l'emploi et de la main-d'œuvre. Nous sommes en mesure de préparer des portraits descriptifs de la société et l'économie canadiennes à l'aide de données provenant de plus de 400 enquêtes.

L'équipe d'expertsconseils de nos services consultatifs est là pour vous aider à mieux connaître Statistique Canada. Nous travaillerons avec vous à définir vos besoins, à passer en revue nos vastes ressources et à rassembler des documents pouvant répondre à ces besoins.

Notre personnel hautement qualifié

- peut analyser et interpréter vos ensembles de données personnalisés
- Vous offre un appui constant grâce à

notre service de renseignements téléphonique

organise des ateliers et des conférences sur une large gamme de sujets

> Nous pouvons même mener des enquêtes spécifiquement conçues pour répondre à des besoins particuliers.

Dans un contexte social et économique de plus en pius complexe, des renseignements exacts et à iour sont un outil essentiel pour mener à bien des tâches aussi précises que la recherche, la planification, l'enseignement ou l'analyse. Fiez-vous à l'expertise de Statistique Canada pour obtenir les renseignements et les services dont vous avez besoin de manière rapide, professionnelle et rentable.

Téléphonez-nous dès aujourd'hui et découvrez comment vous pouvez profiter de nos chiffres!

Service national de RENSEIGNEMENTS: 1-800-263-1136 Service national de COMMANDES: 1-800-267-6677 Service national ATS: 1-800-363-7629

Région de l'Atlantique

pour Tene-Neuve, l'Î-P-É., la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick Appelloca: (902) 426-5331 • Télécopleur (902) 426-9538

Région du Québec

Appellocal. (514) 283-5725 • Télécopieur. (514) 283-9350

Région de la capitale nationale

Appelloca (613) 951-8116 • Télécopieur (613) 951-0581

Région de l'Ontario

Appel local: (416) 973-6586 • Télécopieur: (416) 973-7475

Région du Pacifique

Pour la Colombie-Britannique et le Yukon

Appellioca . (604) 666-3691 • Télécopieur (604) 666-4863

Prairies et T.N.-O.

Manitoba

Appellocal: (204) 983-4020 • Télécopieur. (204) 983-7543

Saskatchewan

Appel local: (306) 780-5405 • Téécopieur (306) 780-5403

Sud de l'Alberta

Appel local: (403) 292-6717 • Télécopieur: (403) 292-4958

Nord de l'Alberta et T.N.-O.

Appel local (403) 495-3097 • Talaccolour (403) 495-5316